

Tunisie : après Ben Ali, la révolu

Tunis,
le 25 février.
On pouvait lire
sur les banderoles :
"Mobilisation
jusqu'au départ
du gouvernement !"



Le Premier ministre, Ghannouchi, qui était en discussion avec l'Union européenne sur la reconduction de l'accord d'association, a dû démissionner face à la mobilisation des 500 000 manifestants rassemblés devant le siège du gouvernement.

Ailleurs et partout

« Un chambardement dans le Golfe aurait pour Washington des conséquences d'une magnitude inimaginable », explique un diplomate américain. La 7^e Flotte américaine, basée à Barhein, est en état d'alerte. Des navires américains présents en Méditerranée sont envoyés au large de la Libye. La secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, et les dirigeants de l'Union européenne menacent d'intervenir militairement en Libye pour « des raisons humanitaires ». La barbarie du régime libyen devrait-elle faire oublier le sort des Afghans et des Irakiens, massacrés par dizaines de milliers par les troupes « démocratiques » de l'impérialisme ? Derrière « l'ingérence humanitaire », c'est le contrôle direct de la Libye, de ses hydrocarbures, de son peuple par l'impérialisme et une menace pour les peuples voisins de Tunisie et d'Egypte. La révolution n'est pas une ligne droite. Elle avance, elle recule, elle sinue, elle fait une pause, puis repart. En Tunisie, après avoir fait tomber Ben Ali, elle a dû surmonter des obstacles pour faire tomber le gouvernement Ghannouchi, soutenu par l'impérialisme sous couvert de « transition démocratique ». La révolution est vivante, elle menace l'ordre mondial sous l'égide des Etats-Unis. En Europe, les dirigeants de l'Union européenne s'alarment des risques d'explosion face aux plans drastiques en Grèce, en Irlande, à l'est de l'Europe et ailleurs. Et partout.

Lucien Gauthier

Mohamed Ben Larbi

Cela fait plus de dix jours que la mobilisation des comités locaux et régionaux pour la protection de la révolution se maintient sur la place de la Kasbah, où se trouve le siège du Premier ministre. Des tanks sont plantés sur toute la place, des structures d'accueil de presse, d'ordre, de ravitaillement sont organisées. La détermination est visible dans les propos des jeunes des différents comités que nous avons rencontrés : « Il n'est pas question qu'on parte d'ici avant la chute du régime. Notre révolution a un but précis : faire disparaître tous les symboles du régime du RCD. »

UNE MARÉE HUMAINE ENVAHIT LA PLACE DE LA KASBAH

● **Vendredi 25 février** : dès les premières heures de la matinée, toutes les entrées de la ville sont submergées par l'arrivée de convois venant de toutes les régions du pays. Un déferlement joyeux est visible, une marée humaine qui envahit toute la place de la Kasbah. 400 000, 500 000 ? Il est difficile de le savoir. Mais en tout cas, la densité de la présence des jeunes, des travailleurs, des étudiants, des chômeurs, des mères de famille, des retraités, des paysans, des avocats, des artistes est impressionnante. Nous avons engagé la discussion avec un jeune militant du comité de protection de la révolution de Chrarda, également membre du comité régional de protection de la révolution de Kairouan : « Notre comité comprend des chômeurs, des syndicalistes, des militants de partis politiques, des étudiants. Dans notre région, il y a des comités dans diverses localités comme Nasrallah, Hajeb El Ayoun, Chrarda, et d'autres comités sont en cours de constitution. Notre objectif premier est la chute de ce gouvernement parce qu'il est un des symboles de l'ancien régime. Son maintien ne veut dire qu'une chose,

c'est le maintien de toute la politique poursuivie à ce jour. De même que nous exigeons la dissolution de la police politique, qui est une contradiction flagrante avec la démocratie, la dissolution du Parlement, du Sénat, des conseils municipaux. Ce qui s'impose aujourd'hui, c'est la mise en place d'un vrai gouvernement provisoire formé par les différentes composantes politiques qui n'ont pas eu de liens avec le régime du RCD. Lequel gouvernement peut reprendre également des personnalités civiles reconnues pour leur intégrité et dont la finalité est de préparer des élections libres et démocratiques pour une Assemblée constituante. »

IL FAUT RENATIONALISER

Nous avons rencontré des jeunes. **Dora Hlali**, élève en terminale S au lycée Khaznadar, à Tunis : « On réclame le départ de ce gouvernement parce que, tout d'abord, Ghannouchi est le symbole du régime de Ben Ali. C'est lui qui a signé les contrats de privatisation. Il est clair aujourd'hui qu'il faut renationaliser, à commencer par tout ce que les familles Trabelsi, Ben Ali, etc., ont spolié. Mais on voit qu'ils sont toujours dans la mauvaise voie. On ne peut pas avoir un gouvernement avec des traîtres qui sont dedans. Ils doivent dégager, peu importe le prix. Il y a eu beaucoup de morts, et pour nous, les cours sont arrêtés depuis deux mois. S'il a la moindre fierté, qu'il prenne ses affaires et qu'il dégage. Le maître est parti, il a oublié ses chiens. »

Oussam Daoud, élève à l'institut préparatoire aux études d'ingénieur, militant qui participe à l'occupation de la place de la Kasbah : « Il faut effacer tout ce qui existait avant. Cela fait un mois qu'on attend et rien n'a été effacé. Nos revendications sont claires : on veut une Assemblée constituante pour un nouveau Destour au pays, un Destour de la révolution tunisienne. On veut la dissolution des deux assemblées qui continuent à avoir de l'autorité et

qui sont toutes les deux contrôlées par le RCD. Il faut non seulement qu'ils (les députés — NDLR) soient renvoyés, mais aussi jugés parce qu'ils sont tous impliqués dans la corruption. Ce qu'on voit aujourd'hui, c'est que tous ceux qui, hier, étaient avec Ben Ali, s'annoncent comme les amis de la révolution et se réclament de la révolution. Tous parlent de la défense de la révolution, y compris la presse qui était servile avec Ben Ali. Le ministre A. Mejib Chebbi, président du Parti démocrate progressiste, se moque même de la révolution en demandant qu'on les laisse seulement passer pour continuer à travailler. Il insulte la révolution. »

L'UGTT APPELE À LA DÉMISSION DU GOUVERNEMENT

Dans la soirée, quatre jeunes sont tués au centre de Tunis, à l'arme laser. Parmi eux, le jeune Ahmed Hanachi, il n'a pas 20 ans. J'apprends plus tard, par le comité d'information de la mobilisation de la Kasbah, que ces assassinats sont directement liés aux provocations policières.

La déclaration de l'UGTT du 27 février

« Premièrement, (le bureau exécutif de l'UGTT) appelle le gouvernement actuel à démissionner dans l'immédiat et à cesser de diriger les structures de l'Etat dans la mesure où il est dans l'incapacité totale d'assurer la sécurité des citoyens et d'assumer son rôle transitoire. Deuxièmement, appelle à instituer une Assemblée constituante élue par le peuple et qui assure la démocratie et la liberté de choix. Troisièmement, appelle le président actuel à désigner une personnalité nationale indépendante qui a l'assentiment de tous pour former un gouvernement de technocrates pour la gestion des affaires courantes (...). »

ion emporte Ghannouchi



Photo pour IO

Un groupe de policiers a massacré un restaurant sur l'avenue Habib-Bourguiba. Ce qui a provoqué la répression et l'émeute. Dans la soirée, le secrétaire général de l'UGTT, Hacine El Abassi, intervient dans un débat télévisé à la chaîne de télévision Hannibal et dit : « Il faut immédiatement la démission de ce gouvernement, qui est en totale contradiction avec les exigences de notre révolution. Il faut que soit formé un gouvernement de salut public et que soit élue une Assemblée constituante souveraine. »

● **Le lendemain, 26 février** : la mobilisation à la Kasbah continue. Les comités occupent depuis plus d'une semaine la place du Gouvernement avec les mêmes exigences : la disparition de l'ancien régime et les libertés démocratiques garanties par un gouvernement provisoire qui a le consentement de toutes les parties pour préparer les élections à une Assemblée constituante. Dans l'après-midi, de la porte de France où j'étais en direction de la Kasbah, j'entendais dire et j'apprends que trois jeunes sont tombés.

● **Dimanche 27 février**, dans la matinée, le bureau exécutif de l'UGTT se réunit et appelle le gouvernement à démissionner. Trois heures plus tard, le premier ministre, Ghannouchi, annonce sa démission en direct à la télé. Nous étions à la Kasbah. Scènes de liesse, de joie, immédiatement rythmées par : « Mobilisation, mobilisation, jusqu'à la chute du régime ! », mot d'ordre chanté et repris pendant toute la soirée par la place de la Kasbah. Une heure plus tard, nous apprenons la nomination de Beji Caïd Essebsi, un cacique du régime... de Bourguiba, un des maîtres d'œuvre de la répression en son temps, ancien ministre

de l'Intérieur. Il apparaît pour tous les militants avec lesquels nous discutons que le régime cherche à rebattre ses cartes sans changer de jeu.

ASSEMBLÉE CONSTITUANTE !

A Sfax, où il voulait tenir une réunion publique, le secrétaire général du parti Tajdid (ex-Parti communiste tunisien), Hamed Ben Brahim, et également ministre du gouvernement Ghannouchi-Essebsi, est chassé par la foule aux cris de « Tajdid, parti démocrate progressiste, c'est la même chose que le RCD ! » Il est même poursuivi par les manifestants jusqu'à son hôtel, qui l'obligent à prendre la fuite. A Bizerte, la même chose arrive au ministre Nejjib Chebbi, président du PDP et à la secrétaire générale de ce même parti. Les étudiants les obligent à quitter le lieu où ils voulaient tenir une réunion publique.

● **Lundi 28 février** : quelques ministres et secrétaires d'Etat, dont Taieb Baccouche, le ministre de l'Education nationale, annoncent leur démission. Nous étions à la place de la Kasbah. Et voici quelques-uns des propos que nous avons eus avec Mohamed Slaga, jeune professeur de français, membre du comité de protection de la révolution de Metlaoui. Ce jeune militant pose une question de très grande portée : « Nous avons été appelés par le Comité national de sauvegarde de la révolution à envoyer un délégué par comité à la réunion qui se tiendra ce soir à 22 heures. Mais pour nous, il est essentiel que la révolution qui est partie d'en bas, du peuple, d'une région comme la nôtre, touchée particulièrement par le chômage, la misère, soit contrôlée et dirigée par nous. Notre demande, notre exigence est claire, c'est celle d'une Assemblée constituante. »

“La terre à ceux qui la travaillent”

Des étudiants de l'Ecole nationale d'agriculture de Mateur, qui défilait sous la banderole de leur école :

— « Nous avons formé le comité de notre école et nous défendons les mots d'ordre que réclame tout le peuple tunisien. »

— **C'est-à-dire ?**

— La dissolution des deux assemblées, la dissolution du gouvernement et de toutes les structures du RCD, y compris les municipalités, la formation d'un gouvernement de salut public, une Assemblée constituante.

— **Vous êtes étudiant dans une école nationale d'agriculture et vous avez certainement réfléchi et échangé entre vous sur la question de la terre. Quel est votre point de vue ?**

— Ce que nous voyons aujourd'hui, c'est que les terres domaniales ont été gracieusement distribuées aux détenteurs de capitaux et aux familles régnantes. Alors, la révolution vient pour ouvrir un nouveau tournant radicalement opposé à celui-là. La terre doit revenir à ceux qui la travaillent, aux paysans pauvres de notre pays et aux techniciens issus des écoles agricoles qui ont étudié et qui ont les capacités pour la faire fructifier. »

ÉDITORIAL

Certes, Paris n'est pas Tunis...

Daniel Gluckstein
Secrétaire national du POI

Certes, Paris n'est pas Tunis... Mais il y avait quelque chose d'étrange dans la prestation télévisée du président de la République dimanche soir, une impression de déjà-vu. Rappelez-vous : ce moment où l'ancien président tunisien, Ben Ali, dans un pays déjà engagé sur la voie de la révolution, annonçait solennellement... qu'il ne se présenterait pas à l'élection présidentielle ! Comme si c'était de cela qu'il s'agissait ! La suite a montré où étaient les véritables aspirations du peuple... et comment il entendait les satisfaire.

Chez nous, dimanche soir, Sarkozy a donc sorti de sa musette deux ministres présentés comme indiscutables. Le dimanche précédent, c'était Strauss-Kahn et les confidences de Madame qui avaient fait le « buzz » médiatique, comme on dit maintenant. Pendant ce temps, grèves et manifestations se multiplient dans les écoles, les lycées et les collèges contre les 16 000 suppressions de postes et les contre-réformes, et à La Poste contre la sécabilité. Dans tout le pays s'exprime de manière grandissante le rejet des politiques dictées par l'Union européenne.

A Bruxelles, justement, se prépare un sommet européen, qui, le 11 mars, doit mettre au point un « pacte de compétitivité ». On discute gravement en ce moment entre la Commission de Bruxelles, d'une part, Merkel et Sarkozy, d'autre part, sur le contenu de ce pacte. Mais tous sont d'accord sur une chose : il faut aller plus loin que l'actuel pacte de stabilité. Au minimum, le « pacte de compétitivité » devra comprendre des mécanismes qui bloquent les salaires, contraignent au remboursement de la dette et à la remise en cause des systèmes de retraite. D'une manière ou d'une autre, ce pacte devra inscrire dans les Constitutions nationales l'obligation de « résorption des déficits publics ». Il devra aussi comporter une clause pour contraindre les organisations syndicales à s'intégrer dans la gouvernance, sur le modèle du « pacte social » signé à Madrid entre le gouvernement « socialiste » de Zapatero et les centrales syndicales.

Certes, Paris n'est pas Tunis... Et pourtant, *La Tribune* (quotidien capitaliste spécialisé dans le conseil aux spéculateurs) publie (le 25 février) un article intitulé : « *Et si la révolte des peuples arabes faisait école en Europe...* » Sous la plume du rédacteur en chef chargé des éditoriaux, on relève ce passage : « *Ecouter la société civile avant qu'il ne soit trop tard sous peine de tout perdre... Voilà le conseil avisé adressé par les dirigeants occidentaux aux dirigeants arabes sous pression (...). Peut-être feraient-ils bien de se l'adresser à eux-mêmes, car la révolte des peuples, désormais, c'est aussi à l'Ouest (ou au Nord, question de point de vue). D'Athènes à Dublin, les habitants des pays étranglés par la crise de la dette manifestent leur profond mécontentement, dans la rue avec violence en Grèce lors de la grève générale de mercredi dernier, dans les urnes avec détermination en Irlande. A quelques jours du sommet européen où sera mis aux voix le nouveau pacte de compétitivité, la France et l'Allemagne sont prévenues que l'austérité sans fin à des limites.* »

D'où cet avertissement de l'éditorialiste de *La Tribune* : la politique de la Banque centrale européenne « prend le risque d'attiser la révolte des classes moyennes occidentales ».

Bruxelles, Francfort, Paris : les institutions de l'Union européenne et de la Ve République ne pourront indéfiniment opprimer les peuples et les travailleurs, et piétiner la démocratie.

Certes, nous ne sommes pas à Tunis... Mais...

L'onde de choc des mouvements révolutionnaires

Les Etats-Unis envoient des navires de guerre au large de la Libye et

ÉGYPTTE

“Le gouvernement de Shafiq est inféodé au régime corrompu. Nous ne voulons pas de Shafiq !”

Samy Hayon

Vendredi 25 février, à Suez, sept mille manifestants ont exigé la démission du Premier ministre, Ahmed Shafiq, ancien général d'aviation, nommé par Mubarak avant sa chute, et celle du gouverneur de la ville aux cris de « Révolution jusqu'à la victoire, révolution contre Shafiq ! ». A Ismaïlia, plus de 10 000 personnes ont manifesté en clamant que la « révolution n'est pas terminée et n'a pas atteint tous ses objectifs ». Ce même vendredi, au Caire, des dizaines de milliers de manifestants ont envahi la place Tahrir, dès le matin. Ils réclament aussi l'éviction d'Ahmed Shafiq. Ils veulent aussi la démission des ministres de la Justice, de l'Intérieur et des Affaires étrangères, et de tous les gouverneurs nommés par Mubarak. Ils demandent également la dissolution du service de sécurité de l'Etat, la levée de l'état d'urgence et la libération immédiate de tous les détenus politiques. « Le gouvernement de Shafiq est inféodé au régime corrompu ! », proclame une pancarte. « Nous ne voulons pas de Shafiq ! », crient les manifestants.

Dans la soirée, un millier d'entre eux se rassemblent devant le siège du gouvernement et scandent : « Nous ne partons pas ! » et « Il dégagera ! ».

Ce mouvement de dizaines et de dizaines de milliers, qui réclament la démission du gouvernement formé par Mubarak au plus fort des manifestations demandant son départ, répond au maintien à leur poste des ministres de la Défense, de la Justice, de l'Intérieur et des Affaires étrangères nommés par Mubarak. Ce maintien des ministres clés a été décidé par le Conseil suprême des forces armées lors du remaniement gouvernemental qu'il a annoncé le 22 février.

Photo AFP



Le Caire, le 25 février 2011 : des milliers d'Égyptiens manifestent sur la place Tahrir, brandissant des drapeaux nationaux, pour célébrer la chute du régime Mubarak.

Peu après minuit, la police militaire encerclait la place Tahrir et dispersait violemment deux cents manifestants encore présents, à coups de matraques et de pistolets immobilisants (Taser). Elle procède à de nombreuses arrestations. Un appel à de nouveaux rassemblements est lancé samedi contre les violences. Samedi 26, un millier de manifestants reviennent sur la place Tahrir et accusent l'armée de « trahir le peuple ». Certains entreprennent d'y camper. Les revendications sont claires : « Démission du gouvernement d'Ahmed Shafiq ! Libération immédiate des prisonniers politiques ! » Les manifestants ont promis d'organiser tous les vendredis leur marche jusqu'à la satisfaction de leurs revendications.

La colère contre les crimes de corruption généralisée et la volonté de mettre le régime à bas ne faiblissent pas. Dimanche 27 février, des villageois de Haute Egypte, qui accusent le gouverne-

ment de laxisme face à la vente au marché noir de farine subventionnée par l'Etat, bloquent l'autoroute Assiout-Le Caire pendant cinq heures. Ils y dressent un barrage de pneus, auxquels ils mettent le feu. Dans un autre village de la province d'Assiout, les manifestants qui demandent une enquête sur la corruption gouvernementale incendient trois bâtiments gouvernementaux. Dans cette même province, des manifestants mettent le feu au siège du PND, le parti de Mubarak.

A Assiout, des centaines de fonctionnaires se mettent en grève pour l'amélioration de leurs conditions de vie et contre les prébendes distribuées aux responsables à différents niveaux.

Le conseil des militaires est encore confronté à de nombreuses grèves pour les salaires, les conditions de travail, et contre la corruption.

Grève des enseignants égyptiens le 6 mars 2011 dans toutes les écoles !

(La Voix des enseignants d'Egypte, 27 février 2011, 21 h 17)

La Fédération égyptienne des enseignants a annoncé que le dimanche 6 mars sera un jour de grève générale de tous les enseignants dans toutes les écoles d'Egypte. Revendication générale : un gouvernement de transition pour une année.

Revendications des enseignants :

1. **Promulgation d'une nouvelle loi** pour les syndicats d'enseignants en rendant l'adhésion facultative. Elections à un seul niveau portant sur le choix du président et des sous-comités, de sorte que l'ensemble des enseignants constitue la même assemblée générale.

Refus de l'invitation du l'Union générale parue dans le journal *Al Ahram* daté du 23 février 2011, car c'est un appel à reproduire la corruption et les corrompus au sein du syndicat.

2. **Dissolution de tous les conseils et sous-conseils** de l'Union générale et formation d'un conseil constitué des enseignants permettant d'assurer les travaux du syndicat en attendant la tenue d'élections sur la base d'une nouvelle loi.

3. **Epurer tous les comités et sous-comités** de tous ceux qui ont

symbolisé la corruption, pillé et dilapidé les fonds des enseignants, et les poursuivre en justice dans des procès équitables.

4. **Un juste salaire** pour les enseignants avec un minimum de 1 200 livres (150 euros) en début de carrière avec interdiction des groupes scolaires et des cours privés.

5. **Titulariser les enseignants vacataires et contractuels.** Améliorer les conditions des enseignants des écoles privées, en termes de salaires, de prestations sociales et de santé, ainsi qu'au plan de leur droit d'adhérer au syndicat des enseignants ou de créer leurs propres syndicats.

6. **Améliorer les conditions de travail** des enseignants en termes de densité de locaux, d'ateliers, de bâtiments scolaires, ainsi que des programmes qui permettent de suivre les progrès et de respecter la liberté et la dignité humaine sans discrimination.

7. **Lever la mainmise des services de sécurité** sur les établissements scolaires en Egypte et abandon de la mentalité sécuritaire dans la gestion des enseignants dans les écoles.

LIBYE

D'où vient ce subit intérêt pour le sort du peuple libyen ?

François Lazar

La violence du régime à l'égard des populations de Libye aurait provoqué plusieurs milliers de morts : avions, chars et canons tirent sur la foule. La population veut en finir avec ce régime dictatorial, avec la pauvreté et la misère, tandis que les clans liés au pouvoir pillent les richesses du pays (notamment les hydrocarbures) en les bradant aux compagnies internationales étrangères. Les responsables de l'administration américaine et de l'Union européenne s'inquiètent des risques de chaos. D'autres parlent de scission entre l'est et l'ouest de la Libye (les provinces tripolitaines et cynétraïques). Des navires américains font route vers la Libye. Les menaces d'intervention militaires se font grandissantes.

Hillary Clinton vient de déclarer devant le Conseil des droits de l'homme de l'ONU à Genève, en parlant des peuples arabes, que « nos valeurs et nos intérêts convergent, car soutenir ces transitions n'est pas seulement affaire d'idéal, c'est un impératif stratégique ». Cela a le mérite d'être clair et de montrer que l'objectif de Washington est de reprendre pied en

Afrique du Nord, pour tenter de contrarier le développement des révolutions tunisienne et égyptienne.

Dans son discours, la secrétaire d'Etat américaine a évoqué son souhait d'une large ouverture politique dans le monde arabe, excluant seulement « les influences antidémocratiques ».

La principale influence antidémocratique étant celle de l'impérialisme américain et de l'Union européenne, qui soutiennent depuis des dizaines d'années des régimes dictatoriaux, on imagine que M^{me} Clinton n'évoquait ni le gouvernement fantoche irakien, soutenu par 50 000 militaires américains et qui vient de faire tirer à balles réelles sur les manifestants, ni son allié israélien, qui commet quotidiennement et loin des médias les pires exactions contre la population civile palestinienne de Cisjordanie et de Gaza.

C'EST TOUT L'APPAREIL D'ÉTAT LIBYEN QUI EST EN TRAIN DE ROMPRE AVEC LE DICTATEUR

Dans le même discours, Clinton indiquait que son gouvernement avait pris contact avec les groupes d'opposants libyens qui cherchaient à renverser le pouvoir du colonel Kadhafi. Aussitôt, les groupes en question, à l'instar de Mustafa Abduljalil, ministre de la Jus-

tice démissionnaire qui vient de former un gouvernement d'intérim à Benghazi, rejetaient cette information sur Al Jazeera.

Dimanche 27 février, c'était au tour d'Abdul Salam Mahmoud al-Hassi, chef des forces spéciales libyennes, de se ranger du côté des manifestants. Au fur et à mesure, à l'exception des membres directs du clan Kadhafi, c'est tout l'appareil d'Etat libyen qui est en train de rompre avec le dictateur tout en rejetant la perspective d'une intervention militaire qui priverait les maîtres de demain, enduits d'un vernis démocratique, des bénéfices de la rente pétrolière.

Si le rejet populaire massif de Kadhafi est lié à cette profonde aspiration à la liberté et à la satisfaction des besoins sociaux, on ne saurait l'identifier aux situations égyptienne et tunisienne. Comme l'indique le journal *As Safir* (25 février), la situation libyenne est contradictoire : mobilisation populaire, mais aussi des traits comparables aux mouvements de guerre civile, clan contre clan, qui ont ravagé de nombreux pays d'Afrique noire pour le compte des multinationales.

Les réponses meurtrières du pouvoir ont immédiatement suscité une désagrégation de l'armée libyenne, struc-

turée par des tribus et non pas par un pouvoir central, dont les principales cherchent à reprendre leur indépendance vis-à-vis de Tripoli.

La fin du régime de Kadhafi s'est effectivement très rapidement transformée en guerre civile, où l'on compte les morts par milliers.

Contrairement à ses voisins, le régime de Kadhafi était devenu fréquentable non pas en vertu d'accords d'exploitation et de pillage avec le FMI et l'Union européenne, ou stratégiques avec l'Etat d'Israël, mais parce qu'il garantissait une part non négligeable des besoins européens en pétrole, notamment ceux de l'Italie, et à bon marché.

LA LIBYE DE KADHAFI EST UN MARCHÉ JUTEUX POUR LES ÉTATS MEMBRES DE L'UNION EUROPÉENNE

En plus de la fourniture de ce brut de qualité supérieure, ce sont les considérables réserves non encore exploitées qui suscitaient et suscitent de plus en plus l'intérêt des « grandes puissances ». Ajoutons à cette description une différence notable entre la Libye et ses deux voisins : la classe ouvrière en Libye est en fait, dans son immense majorité, constituée de travailleurs chi-

nois, égyptiens, tunisiens, qui viennent pour la plupart de fuir le pays, laissant les puits de pétrole et les raffineries au point mort.

La Libye de Kadhafi est un marché juteux pour les Etats membres de l'Union européenne, notamment ses producteurs d'armes, à commencer par la France. Selon le *Journal officiel de l'Union européenne*, daté du 13 janvier 2011, l'Union européenne exporte environ 340 millions d'euros (chiffre 2009) d'équipements militaires en Libye chaque année (à rapprocher de la subvention militaire américaine à l'Egypte, d'un montant de 1,3 milliard de dollars, soit quatre fois plus que pour la Libye, mais pour douze fois plus d'habitants).

Au moment où nous écrivons, des mouvements de troupes sous couvert de l'ONU se dirigent vers la Libye.

Avec la chute du régime de Kadhafi, l'impérialisme américain se prépare à installer en Libye ses propres multinationales, qui en sont quasiment absentes, et à gérer lui-même sans intermédiaire l'extraction du pétrole et la répartition des dividendes.

C'est un des enjeux majeurs de la période qui s'ouvre pour le peuple libyen et pour les peuples de la région.

de Tunisie et d'Égypte dans toute la région

mettent sur le pied de guerre la V^e Flotte basée au Bahreïn.

YÉMEN, BARHEÏN, OMAN...

Des soulèvements aux frontières de l'Arabie Saoudite

Marguerite Leuwen

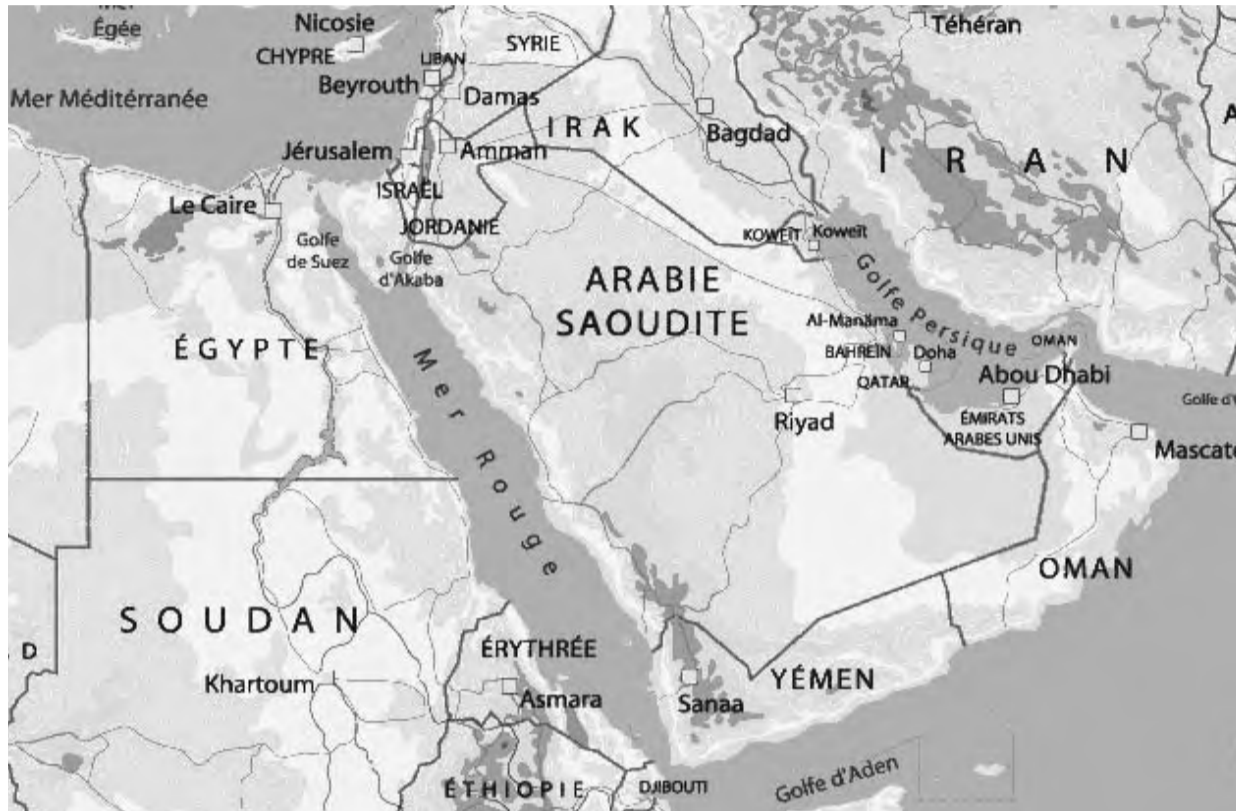
Le retour précipité du roi Abdallah, après trois mois d'absence, en Arabie Saoudite trahit l'angoisse des Etats-Unis et des pétromonarchies sur la situation de la « pompe à essence du monde » qu'est le Moyen-Orient.

Après le Yémen et Bahreïn, les mobilisations ont touché le sultanat d'Oman. La police a tiré sur les manifestants. Le sultan d'Oman a déjà procédé à une augmentation de 43 % des salaires.

Le Yémen voit s'aviver les conflits où la population se trouve encadrée par un regroupement d'« opposition » : « Un curieux groupe hétérodoxe par ses membres comme par ses ramifications. Rien de commun entre les séparatistes sudistes et les rebelles chiïtes du Nord, le parti islamiste Alislah et le parti socialiste, les tribus (...). Les Hashid et les Laquil, la seconde confession tribale du pays, auraient officiellement rejoint les rangs des opposants » (Le Monde, daté du 1^{er} mars). A Bahreïn, les députés d'opposition ont démissionné du « Parlement ».

DES CONSÉQUENCES INCALCULABLES

Un ex-diplomate américain, Laurence Pope, explique : « La menace perçue comme la plus inquiétante est celle d'un effondrement à Barheïn (...). On peut envisager que le monarque parvienne à un compromis avec ses chiïtes (...). Le problème est que l'Arabie Saoudite



réagirait très vivement à une tentative de modifier le régime de Bahreïn. Les Saoudiens interviendront parce que la monarchie bahreïnienne n'est rien sans leur soutien et qu'eux-mêmes doivent gérer une population chiïte dans la zone limotrophe (...).

Si cela advient, les conséquences seront incalculables. En premier lieu, la

V^e Flotte, qui mouille à Bahreïn, devra partir (...). Même si Obama a fait passer un message au roi Abdallah lui indiquant sa vive hostilité à une intervention saoudienne, il n'est pas sûr que le monarque en tienne compte (...). Si les populations locales se convainquent que l'Amérique devient impotente dans la région, les événements

peuvent s'accélérer et la perspective d'un chaos augmenter fortement » (Le Monde, 1^{er} mars).

Signe des temps alarmants pour le roi Abdallah, le 28 février, 600 ouvriers du bâtiment qui travaillent sur le chantier d'extension de la grande mosquée de la Mecque se sont mis en grève pour les salaires...

Communication

Manifestations à Djibouti

De Hassan Cher Hared, secrétaire aux relations internationales de la centrale syndicale djiboutienne UDT (extraits)

Le 18 février, faisant écho aux insurrections dans le Maghreb et au Moyen-Orient, 40 000 (selon l'UDDESC), 80 000 (selon l'opposition) Djiboutiennes et Djiboutiens ont déferlé sur la place de l'Indépendance et s'y sont installés. Jamais, de mémoire de syndicaliste, une manifestation n'avait rassemblé plus de 3 000 personnes à Djibouti, dont la population s'élève à 850 000 habitants. Scandant « Non à la modification de la Constitution ! » et « Non à un troisième mandat ! » pour le président en exercice, Ismaël Omar Guelleh, les manifestants ont été violemment réprimés par les forces de l'ordre à coups de gaz lacrymogènes et de balles en caoutchouc. Une femme a été tuée et une trentaine de blessés ont dû être secourus. Les forces de l'ordre traditionnelles, police et gendarmerie, engagées dans un premier temps pour disperser la manifestation, ont été retirées pour faire place au contingent militaire « somalien » en formation à Djibouti sur le financement de l'ONU, l'UE et les USA (...). S'agissant du président Ismaël Omar Guelleh, il faut savoir qu'il a modifié à sa guise, en 2010, la Constitution de la République de Djibouti de 1992. Ainsi, il avait déjà mis en place unilatéralement en 2006 un nouveau Code du travail donnant au Premier ministre, au ministre de l'Intérieur, au procureur de la République et à l'inspecteur du travail le droit et la compétence d'interdire les organisations syndicales et d'en poursuivre les responsables. Raison pour laquelle j'avais été arrêté, emprisonné (...). Je poursuis mes activités au compte de mon syndicat à l'étranger, notamment dans le cadre de la session annuelle de l'OIT. Pour ce qui concerne sa réélection, il apparaît de plus en plus clairement que le président Ismaël Omar Guelleh recherche pour lui un statut de dictateur à vie. Là aussi, il a modifié la Constitution pour prétendre à un troisième mandat alors que celle-ci n'autorise pas plus de deux mandats consécutifs de six ans chacun. La manifestation débutée le 18 février s'est poursuivie le 19 et, après un retour apparent au calme, il ne fait pas de doute que les jours de la dictature djiboutienne, soutenue par l'impérialisme français, notre ancienne puissance coloniale, et par les dictatures arabes, sont, comme cela a été le cas en Tunisie et en Égypte, comptés (...).

ALGÉRIE

Après la levée de l'état d'urgence, des mesures d'urgence pour la population doivent être prises

Lucien Gauthier

Curieusement, la presse française, qui faisait ses gros titres sur la situation en Algérie il y a encore deux semaines, est beaucoup plus discrète désormais.

C'est ainsi qu'a été passé quasi sous silence le fait que le président Bouteflika a annoncé la levée de l'état d'urgence en vigueur depuis 1992 (1).

A cette occasion, il a annoncé une série d'autres mesures d'ordre social et économique. Le Parti des travailleurs s'est félicité de la levée de l'état d'urgence, qu'il ne cessait de réclamer depuis cette date.

A l'inverse, le parti RCD, qui avait constitué la Coordination pour la démocratie, appelant à manifester tous les samedis, n'a rien vu de nouveau dans les annonces du président Bouteflika. Mais la coordination qu'il avait constituée avec la Ligue des droits de l'homme et des organisations de « la société civile » a explosé.

Le RCD se retrouve seul avec sa coordination, les autres organisations l'ayant quittée, considérant la levée de l'état d'urgence comme une mesure positive. Ce n'est pas le point de vue du RCD, qui considère indispensable l'ingérence de l'impérialisme, notamment américain, pour régler les questions algériennes. Le résultat est que sa tentative de manifester le samedi 27 février n'a regroupé

que quelques dizaines d'individus. Une campagne calomnieuse se développe en Algérie et, surtout, à l'échelle internationale, contre le Parti des travailleurs. A l'évidence, le combat que mène le Parti des travailleurs contre l'impérialisme, pour la défense de la nation algérienne, gêne tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, voudraient voir remise en cause la souveraineté nationale algérienne.

LE PT COMBAT POUR LA RENATIONALISATION DES HYDROCARBURES

On sait que le Fonds monétaire international vient de demander au gouvernement algérien de remettre en cause les mesures, découlant de la loi de finances complémentaire 2009 et 2010, qui réintroduisent un contrôle de l'Etat sur l'économie, notamment sur les hydrocarbures, qui limitent les participations étrangères à 49 % dans les industries et d'autres mesures douanières et de taxes.

Le Parti des travailleurs a soutenu de telles mesures comme un premier pas. Le PT combat en effet pour la renationalisation des hydrocarbures et de l'industrie, la réouverture des usines fermées comme produit des plans d'ajustement structurel, un plan d'urgence immédiat pour la création de postes de travail et des mesures immédiates pour les jeunes.

Lors d'une émission à la télévision, Louisa Hanoune a rappelé la nécessité de prendre les mesures indispensables à la satisfaction des besoins sociaux de la population, et, notamment, de la jeunesse. Elle a, pour ce faire, insisté sur la nécessité de reprendre pleinement le contrôle de l'économie, de rouvrir les entreprises qui ont été fermées en application des plans d'ajustement structurel. Deux cents entreprises, sur les 1 500 fermées, l'ont déjà été.

Elle a appuyé le combat des étudiants contre la réforme LMD.

Cette émission a eu un grand écho parmi la population en Algérie. Les travailleurs, les jeunes, les enseignants ou les hospitaliers qui se mobilisent pour leurs revendications ne veulent pas voir leur mouvement détourné au profit de l'impérialisme, ils veulent au contraire que le gouvernement en place satisfasse leurs revendications.

Le Parti des travailleurs est engagé dans ces combats.

(1) Le RCD, en 1992, a soutenu l'instauration de l'état d'urgence. Deux ministres RCD étaient au gouvernement de M. Bouteflika, de 1999 à 2001. Ils n'ont rien dit, ces ministres du RCD, quand, bravant l'interdiction de manifester, le Parti des travailleurs, en soutien aux Palestiniens lors de la deuxième Intifada, a manifesté et a subi la répression policière, et notamment Louisa Hanoune, frappée par la police.

MISE AU POINT

L'un des responsables du RCD s'est livré dans la presse à de violentes attaques contre le Parti des travailleurs et sa secrétaire générale, Louisa Hanoune. Le secrétariat du bureau politique du Parti des travailleurs a fait paraître un droit de réponse dans le journal *Le Soir d'Algérie*, daté du 18 février.

Après avoir indiqué que le Parti des travailleurs avait décidé de porter plainte devant la justice, et après avoir réfuté les calomnies de ce monsieur, le secrétariat du bureau politique écrit : « Monsieur Aït Hamouda peut-il nier que c'est lui-même qui, dans le cadre d'une délégation officielle du Parlement algérien, a demandé, à l'OTAN à Bruxelles, en 2008, d'exercer des pressions sur les autorités algériennes pour qu'elles normalisent les rapports avec Israël ? Le président de son parti n'a-t-il pas signé une tribune dans un quotidien américain suppliant l'administration américaine d'intervenir dans notre pays comme elle l'a fait en Afghanistan pour nous apporter la démocratie ? »